

ANNEXES AU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ANNEXE N° 2– Modalités de mise en œuvre et d'utilisation de la carte d'achats

1) Conditions et modalités d'émission des commandes par cartes d'achats

Les commandes passées au titre du présent marché pourront être notifiées au titulaire par tout porteur de cartes d'achats au sens du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004.

a. Identification des porteurs

Les porteurs de cartes d'achats, désignés nominativement par ordre de service émis par l'ordonnateur secondaire ou ses délégataires, reçoivent délégation du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'émission de commandes émis au titre du présent marché, résultants de l'utilisation de leurs cartes d'achats.

En plus des mentions obligatoires prévues au présent marché, les commandes émises par les porteurs de cartes d'achats devront impérativement comporter :

- pour les commandes passées à partir du site Internet du titulaire: Les noms, prénoms du porteur,
- pour les commandes passées par fax: les noms, prénoms, coordonnées et signature du porteur; ainsi que le numéro de la carte d'achat, sa date de validité et enfin, le numéro de compte client chez le titulaire.

b. Vérification des commandes passées par cartes d'achats

Lors d'une commande par cartes d'achats, le titulaire s'engage à effectuer une demande d'autorisation auprès du centre d'exploitation de l'émetteur de la carte visant à vérifier la qualité du porteur en contrôlant ses droits et habilitations préalablement déterminés par l'administration.

Une fois l'autorisation obtenue, la commande est enregistrée et le processus de livraison ou d'exécution de la prestation peut être déclenché par le titulaire.

Dès réalisation de la prestation ou de la livraison, celui-ci peut procéder à la demande de règlement automatique par télécote auprès de l'émetteur.

Parallèlement à cette demande de règlement, le titulaire s'engage à adresser les factures au service liquidateur mentionné au présent marché, en précisant impérativement que la facture a été acquittée par carte achats.

c. Recours

En cas de contestations qualitatives ou quantitatives sur la livraison, l'administration dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de paiement par le titulaire à l'émetteur, pour notifier ces réserves. Ce délai est un délai maximum, lequel ne peut être supérieur au délai du marché. Cette contestation doit être adressée à la fois au titulaire et à l'émetteur.

S'agissant des litiges relatifs aux montants des factures, l'administration dispose d'un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la réception du relevé d'opérations de l'émetteur par le service liquidateur de l'administration pour lui notifier ces observations.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à mettre en place conjointement avec l'émetteur des cartes d'achats un dispositif d'avoirs au bénéfice des porteurs de cartes d'achats concernés par ces contestations.

En cas d'impossibilité de mise en œuvre de ce dispositif, particulièrement à la fin du marché, l'administration se réserve le droit d'émettre un titre de perception permettant de recouvrer les créances concernées.

2) Caractéristiques des cartes d'achats et modalités de paiements du titulaire

Les cartes d'achats délivrées par l'émetteur aux porteurs sont des cartes à autorisation systématique imposant au titulaire du présent marché l'obligation d'obtenir l'accord de l'émetteur avant le traitement d'une commande et quel que soit le montant de la transaction. La durée de validité de l'autorisation bancaire, courant à compter de la date de la commande, est fixée à trente (30) jours calendaires, conformément au marché de fournitures de cartes achats passé entre l'administration et l'émetteur. Si le délai entre l'autorisation et la télécollecte est supérieur à ce délai de validité, le titulaire s'engage à effectuer une nouvelle demande d'autorisation auprès de l'émetteur.

Par dérogation aux dispositions du présent marché, le délai de paiement pour les commandes passées par des porteurs de cartes d'achats, est fixé au maximum à quatre (4) jours ouvrés après la demande de paiement du fournisseur à l'émetteur des cartes d'achats.

3) Limitation du recours aux cartes d'achats

S'agissant des commandes passées par cartes d'achats, le titulaire s'engage :

- à ne pas effectuer de livraisons partielles sauf accord du porteur,
- à effectuer une nouvelle demande d'autorisation auprès de l'émetteur préalablement à toutes télécollectes dès lors que la date de fin de validité de cette autorisation a expiré.

Le titulaire s'engage à passer un contrat avec l'organisme bancaire titulaire du marché d'émission des cartes d'achats (BNP Paribas) ou l'une des 3 autres banques du réseau Visa purchasing (Société Générale, Banque Populaire, Caisse d'Epargne). Les coûts, qui sont négociés dans le cadre privé (l'administration n'intervient pas à ce niveau), concernent :

- des frais fixes liés à la mise en place des fonctions d'acceptation (plus ou moins complexes) avec un coût pour l'installation de l'outil et un abonnement ;
- un pourcentage du montant TTC des factures.

4) Utilisation d'un dispositif de commandes dématérialisées pour la passation des commandes par cartes d'achats.

Au titre du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre une solution de commandes dématérialisées au profit des porteurs de cartes d'achats tels que définis aux paragraphes précédents.

Les modalités afférentes à l'utilisation de ce portail d'achats, aux paramétrages des comptes des porteurs, aux modalités de filtrage, vérifications d'identité des porteurs et de restitutions vis-à-vis de l'administration, seront définies entre le titulaire du marché et l'administrateur de cartes d'achats de l'administration (nommé par décision expresse de l'ordonnateur secondaire) dans un protocole d'accord conforme aux dispositions du présent marché.

Afin d'assurer une mise en œuvre optimale des commandes via son portail d'achats, le titulaire s'engage à mettre en œuvre, sans incidence financière, des séances de présentation au profit des porteurs de cartes d'achats ainsi qu'une assistance téléphonique accessible du lundi au vendredi. Les conditions relatives à ses présentations et au recours à l'assistance seront définies entre les partis dans le protocole d'accord.

Par dérogation aux stipulations du présent marché s'agissant des modalités de mises à jour du catalogue figurant sur le portail Internet du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur autorise le titulaire à mettre à jour tout élément constituant ce catalogue à conditions que les modifications induites n'emportent pas d'incidences financières. En tout état de cause, le titulaire s'engage à informer l'administrateur de cartes d'achats ainsi que tous les porteurs dûment désignés de toutes les modifications apportées. »
